

**La perception des citoyens sur la politique européenne de cohésion**  
**Sondage eurobaromètre**  
**Février 2008**

Même si l'UE est l'une des régions les plus riches au monde, il existe des disparités d'ordre économique et social entre les Etats membres, voire entre les différentes régions de ces mêmes Etats. Face à ces disparités, la Communauté a développé une politique de la cohésion économique et sociale. Lancée après la signature en 1986 de L'Acte unique européen, et fondée sur trois instruments financiers déjà en existence, cette politique a cherché à apporter une contrepartie financière au marché unique pour les pays du sud et de l'ouest et les autres régions défavorisées, d'une part - et de les aider à se restructurer pour faire face à une concurrence économique plus marquée, d'autre part.

Suite aux différents élargissements, la politique de cohésion a dû s'adapter et faire face à un quadruple défi lié à l'accroissement des disparités régionales et sociales, à l'émergence de nouvelles inégalités territoriales, la persistance de l'exclusion sociale et au phénomène de désaffiliation des citoyens au projet européen.

Ce sondage eurobaromètre vise à connaître l'opinion des Européens sur la politique de cohésion.

Exemples de questions posées :

- les Européens sont-ils au courant des aides reçues dans le cadre de la politique européenne de cohésion ?
- Ont-ils l'impression que leur ville ou leur région tirent profit de ces aides ?
- Les Européens sont-ils d'accord avec l'idée que la politique européenne de cohésion devrait principalement aider les régions les plus pauvres à rattraper les régions les plus riches ?
- Sont-ils d'accord avec le principe de subsidiarité ?
- Quelles devraient être les priorités de la politique européenne de cohésion, à la fois aujourd'hui et dans le futur ?

Ce questionnaire, effectué du 30 janvier au 4 février 2008 a été rempli par plus de 27000 citoyens âgés de plus de 15 ans habitant dans les 27 Etats membres de l'Union.

**1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE.**

La moitié des personnes interrogées étaient au courant que l'Union européenne accordait des crédits à leur ville ou leur région. Plus des deux tiers de ces sondés pensaient que ces aides jouaient un rôle positif et uniquement un cinquième de ces personnes ne voient pas d'effets positifs des aides européennes accordées dans le cadre de la politique de cohésion.

Mise à part la Slovaquie, les pays au sein desquels les personnes interrogées étaient le plus au courant des aides européennes sont ceux qui ont la vision la plus positive.

La télévision est de loin la principale source d'information des citoyens européens en matière de politique de cohésion.

Les personnes interrogées sont unanimes quant à la nécessité pour la politique de cohésion de se focaliser sur le rattrapage par les régions les plus pauvres des régions les plus riches. Cependant, une majorité d'entre elles pensent que la politique régionale doit poursuivre d'autres objectifs en parallèle et que toutes les régions devraient bénéficier des aides régionales.

Les citoyens souhaitent que l'éducation, la santé, les problèmes de société et la protection de l'environnement soient les priorités de la politique européenne de cohésion, ainsi que le développement de l'emploi et l'amélioration des infrastructures.

8 sondés sur 10 trouvent pertinent que la politique européenne de cohésion laisse aux Etats membres et aux régions le soin de décider de leur propre stratégie et projets en la matière. De même, ces

personnes apprécient que d'autres acteurs, tels les associations locales aient leur mot à dire lors de la sélection des projets.

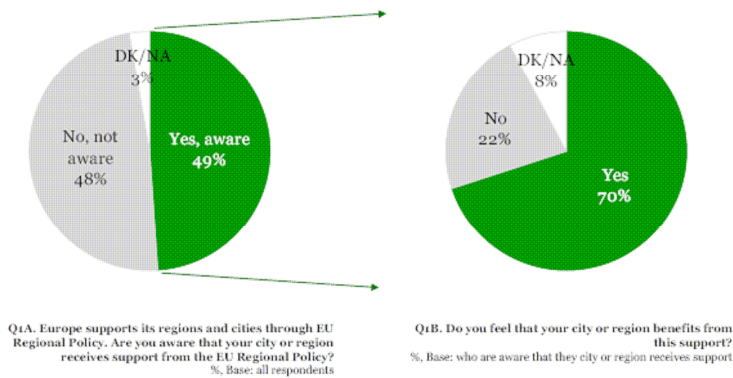
Les citoyens interrogés pensent que la mondialisation, le bouleversement climatique et les changements démographiques devraient être englobés dans le champ de la politique européenne de cohésion.

## 2. LA CONNAISSANCE DE LA POLITIQUE EUROPEENNE REGIONALE.

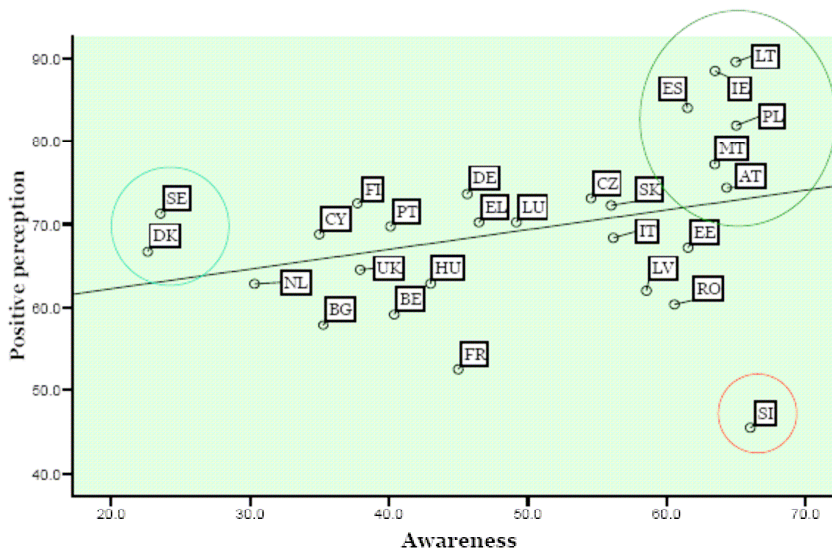
### 2.1. Connaissance de la politique européenne de cohésion et des aides financières accordées dans ce cadre.

49% des personnes interrogées étaient au courant que l'Union européenne accordait des crédits à leur ville ou leur région, alors que 48% n'en étaient pas conscientes.

70% de ces sondés pensaient que ces aides jouaient un rôle positif et 22% ne voient pas d'effets positifs des aides européennes accordées dans le cadre de la politique de cohésion.



### Awareness and perception of EU support

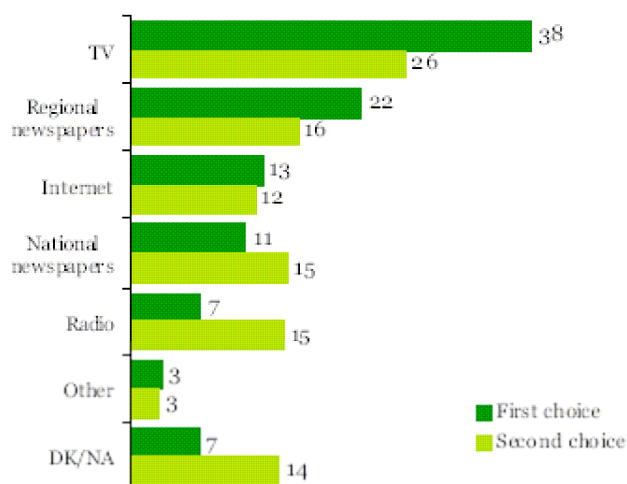


Les hommes, les personnes les plus âgées et disposant d'un niveau d'éducation supérieur sont les plus à même de répondre qu'elles sont au courant du fait que l'Union européenne soutient leur ville ou leur région grâce à la politique régionale.

## 2.2. Les sources d'information.

La télévision est de loin la principale source d'information des citoyens européens en matière de politique de cohésion, suivie par les journaux locaux et internet.

### The most important sources of information (EU27)



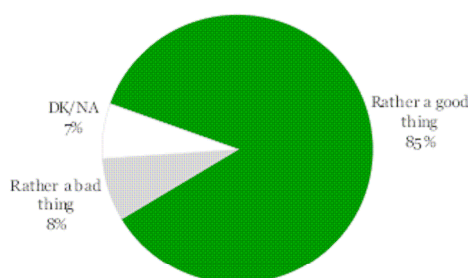
Q2. What are the most important channels of information where you get information on EU-support for your region and city?  
%, Base: all respondents

## 3. LES AIDES DE LA POLITIQUE REGIONALE.

### 3.1. Les bénéficiaires des aides européennes.

85% des personnes interrogées sont d'accord avec la nécessité pour la politique de cohésion de se focaliser sur le rattrapage par les régions les plus pauvres des régions les plus riches.

#### Focus on poorest regions (EU27)



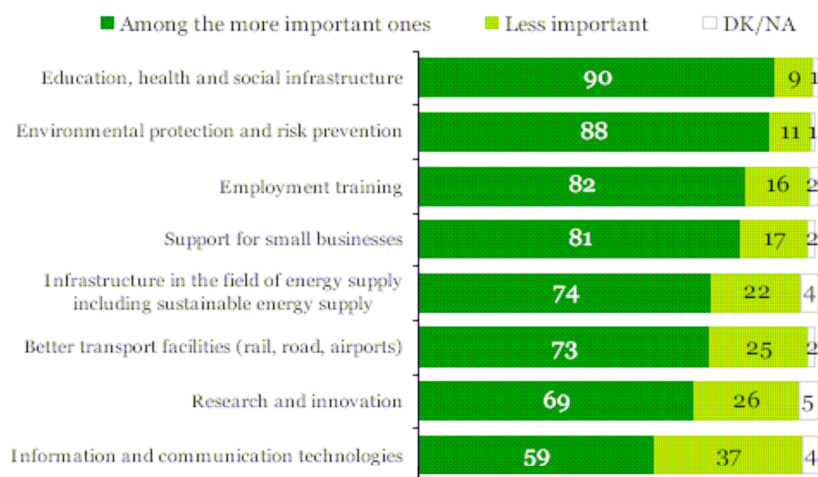
Q4. European Regional Policy is concentrated on the poorest regions in order to help them to catch up faster with the rest of the EU. In your opinion, is this rather a good or rather a bad thing?  
%, Base: all respondents

38% d'entre elles jugent que l'Union devrait aider uniquement les régions les plus pauvres alors que 58% d'entre elles pensent que toutes les régions devraient bénéficier des aides régionales. Les jeunes et les personnes dont le niveau d'études est supérieur à la moyenne sont les plus enclins à penser que la

concentration des aides européennes sur les régions les plus pauvres est une bonne chose. Pourtant les plus jeunes des personnes interrogées jugent que l'UE devrait aider toutes les régions et non les plus pauvres d'entre elles.

### 3.2. Les priorités de la politique régionale.

Les citoyens souhaitent que l'éducation, la santé, les problèmes de société et la protection de l'environnement soient les priorités de la politique européenne de cohésion, ainsi que le développement de l'emploi et l'amélioration des infrastructures.



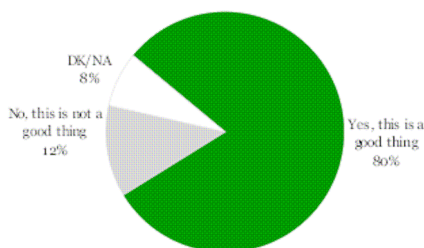
Q6. EU Regional Policy can support different activities and areas in different regions. I will read a list of activities/areas to you. Please tell me for each of them, if you consider them among the more important or less important ones for your city or your region?  
%, Base: all respondents

Les personnes interrogées sont unanimes quant aux deux premières priorités sur lesquelles devrait se focaliser la politique européenne de cohésion (les problèmes socio-politiques et la protection de l'environnement).

Alors que les femmes interrogées ont cité comme priorités pour la politique régionale l'éducation, la santé, la protection de l'environnement, les hommes ont majoritairement évoqué la recherche et l'innovation ainsi que les TIC.

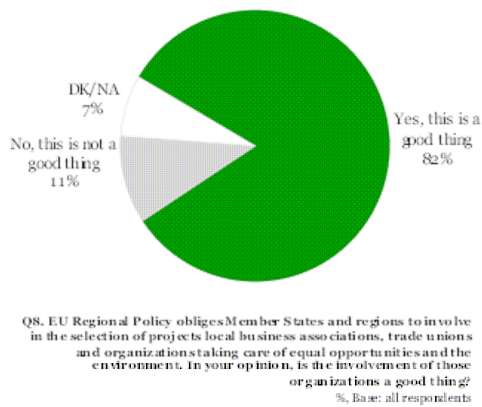
### 3.3. Les différents niveaux de gouvernance.

80% des personnes interrogées trouvent pertinent que la politique européenne de cohésion laisse aux Etats membres et aux régions le soin de décider de leur propre stratégie et projets en la matière.



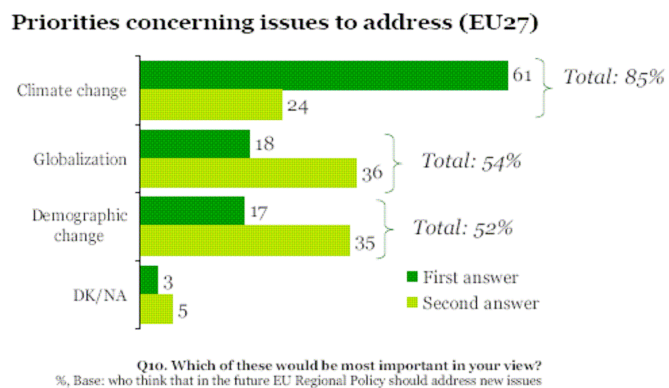
Q7. When it comes to selecting strategies and projects, EU Regional Policy gives the right to decide on them to the Member States and regions. Do you think this is a good thing?  
%, Base: all respondents

De même, 82% des sondés apprécient que d'autres acteurs, tels les associations locales aient leur mot à dire lors de la sélection des projets.



#### 4. LE FUTUR DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE COHESION.

84% des citoyens interrogés pensent que la mondialisation, le bouleversement climatique et les changements démographiques devraient être englobés dans le champ de la politique européenne de cohésion.



Aurélie BOULLET  
Chargée de mission  
Délégation aux affaires européennes et internationales